

Écoutez les podcasts du Soir

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

AVIATION

Flynas s'installe à Brussels Airport

Brussels Airport accueillera trois vols hebdomadaires de la compagnie aérienne saoudienne Flynas vers Jeddah, en Arabie saoudite, à partir du 2 décembre prochain, annonce l'aéroport. Opérés par un Airbus A320neo, les vols directs auront lieu le mardi, le jeudi et le samedi. Cette nouvelle destination est le résultat du partenariat de Flynas avec l'Air Connectivity Program (ACP) et de l'expansion planifiée du réseau international de la compagnie. Flynas est un transporteur aérien national et la première compagnie aérienne à bas prix dans le monde et au Moyen-Orient. Brussels Airport souligne que cette nouvelle ligne représente « un ajout important » à son réseau et constitue un atout pour le tourisme régulier ainsi que pour les voyages religieux, en offrant à la communauté musulmane une connexion plus facile vers les destinations de pèlerinage. La compagnie Flynas participe à la stratégie nationale de l'aviation civile saoudienne qui vise à atteindre 330 millions de passagers et 100 millions de touristes d'ici 2030. Actuellement, Flynas relie plus de 70 destinations nationales et internationales, avec plus de 1.500 vols hebdomadaires, transportant plus de 60 millions de passagers depuis son lancement en 2007. Le plan de croissance du transporteur vise à atteindre 165 destinations nationales et internationales d'ici 2030. BELGA

CLIMAT

La fracture intrabelge s'élargit

Les échanges se poursuivent autour du dossier climatique entre les quatre entités belges – le fédéral et les trois Régions. Les ministres du Climat tentent toujours de trouver un accord sur la nouvelle version du plan national « énergie-climat » de la Belgique et sur le partage des objectifs climatiques assignés à notre pays. Mais on ne peut pas dire que leurs échanges soient fructueux. A tel point que, devant l'impossibilité de progresser sur la substance, le ministre bruxellois Alain Maron (Ecolo) qui préside les débats a décidé lundi de renvoyer le dossier au niveau supérieur : le comité de concertation qui réunit les gouvernements régionaux et fédéral, au niveau du Premier ministre et des ministres-présidents. Les points d'achoppement ne sont pas nouveaux : le gouvernement flamand continue de refuser l'objectif de réduction des émissions assigné à la Belgique par l'Europe (- 47 % en 2030 comparé à 2005 pour les émissions non industrielles). Par ailleurs, le Nord veut élargir la discussion aux revenus que la Belgique tirera de l'extension du marché carbone aux bâtiments et au transport routier. Une approche qui reviendrait à priver entièrement le fédéral d'une part de ses revenus. « Nous avons avancé sur plein de choses », affirme un des participants. « Formellement, la mise à jour du plan national énergie-climat est prête. La Commission l'attend avant fin octobre. Mais ça patine sur la transaction politique finale. » Le projet de plan belge affiche en effet une réduction d'émission de gaz à effet de serre de 42,6 % en 2030 par rapport à 2005. Le déficit de 4,4 % équivaut à 13 millions de tonnes « équivalent CO₂ », mentionne un rapport remis au Codeco et auquel *Le Soir* a eu accès. Au prix moyen de 93 euros la tonne de CO₂, cela représente un surcoût de plus de 1,2 milliard d'euros. Les engagements belges sont également inférieurs à ce qui est demandé à notre pays sur les renouvelables et sur l'efficacité énergétique. Si la Belgique n'atteint pas l'objectif qui lui est fixé en réduisant ses émissions, elle devra acheter des droits d'émission de CO₂. Objectif de la Wallonie et de Bruxelles : obtenir un « mécanisme de responsabilisation financière intrabelge » pour faire porter le poids financier de la non-atteinte des objectifs à l'entité responsable ou aux entités responsables, en tout cas jusqu'à l'atteinte de - 47 % d'émission de gaz à effet de serre. Le prochain Codeco qui doit se tenir d'ici la fin du mois par voie électronique promet de ne pas être de tout repos. M.D.M.

ÉNERGIE

Le pic des énergies fossiles est en vue avant la fin de la décennie, assure l'AIE



Pour la première fois, le World Energy Outlook de l'Agence internationale de l'énergie prédit un plafond de la demande de combustibles fossiles avant 2030. Mais il faut faire encore beaucoup plus d'efforts pour arriver à limiter le réchauffement climatique.

BERNARD PADOAN

Un monde dans lequel il y aura dix fois plus de voitures électriques sur les routes qu'aujourd'hui ; où les panneaux solaires généreront plus de courant que la totalité du parc électrique américain actuel ; où la part du renouvelable dans le bouquet électrique sera de 50 % – contre environ 30 % en 2023 – ; où on vendra plus de pompes à chaleur que de chaudières au gaz ou au mazout... Ce monde, l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) est persuadée que ce sera le nôtre en 2030, si on se base sur les politiques énergétiques actuelles des différents gouverne-

ments de la planète. Et si l'on se réfère à leurs engagements climatiques – qui n'ont pas forcément été tous déjà traduits dans des politiques effectives –, cela pourrait même arriver « encore plus vite », assure l'AIE en marge de la publication ce mardi du World Energy Outlook, la « bible » annuelle de l'agence qui analyse les développements et les projections du secteur énergétique.

Dans son édition 2023, l'AIE annonce même que la demande en énergies fossiles – charbon, pétrole et gaz – devrait connaître un pic avant la fin de la décennie. Une « première » depuis que le World Energy Outlook existe. Toujours sur base des politiques actuelles, « la

131 géants mondiaux veulent une sortie des énergies fossiles

Cent trente et une grandes entreprises mondiales, parmi lesquelles Ikea, Volvo, Nestlé, eBay, Unilever, Bayer et Heineken ont lancé un appel à la sortie progressive des énergies fossiles (pétrole, gaz fossile, charbon). Ces géants de l'économie demandent un calendrier programmant la sortie de ces énergies responsables d'environ 80 % des émissions de CO₂. Leur appel est lancé à l'avant-veille de la COP28, le sommet mondial pour le climat, qui se déroulera à Dubaï au début du mois de

décembre. Lors du précédent sommet, il avait beaucoup été question d'un futur traité de « non-prolifération » signé sur base volontaire et qui, dans un premier temps, appellerait à un moratoire sur les projets fossiles, puis en entraînerait leur fermeture progressive. Mais en raison de la résistance des principaux pays pétroliers et des pays utilisateurs de charbon, les conclusions avaient été très discrètes sur la question. Cela ne doit plus être le cas à Dubaï, demandent les 131 CEO qui pèsent la

bagatelle de 987 milliards de chiffre d'affaires dont les entreprises « ressentent les impacts et les coûts croissants des événements météorologiques extrêmes causés par le changement climatique ». Les signataires de la lettre à la COP28 appellent à ce que ceci pose « les bases pour transformer le système énergétique mondial en vue d'une élimination des combustibles fossiles (sans capture de CO₂, NDLR) et de réduire de moitié les émissions au cours de cette décennie ». M.D.M.

KROLL

